

**Politique agricole commune -  
Déclaration de M. Stéphane  
Travert, ministre de l'agriculture et  
de l'alimentation, à l'issue du  
Conseil agriculture  
(Luxembourg, 18 juin 2018)**

Q - Etes-vous content du soutien que vous avez reçu sur la demande de maintenir le budget de la PAC après 2020 ?

R - "Oui très satisfait bien évidemment du soutien qui nous a été témoigné par de nombreux Etats-membres. Nous sommes partis à Madrid, nous étions six, aujourd'hui nous sommes vingt. Donc c'est le signe que la proposition qui a été faite par la Commission ne peut pas être acceptée aujourd'hui. Et j'ai eu l'occasion de rappeler dans mon propos, d'abord que ce budget était inacceptable, et ce n'est pas le moment où on demande aux agriculteurs de faire des efforts, sur la réduction des produits phytosanitaires, de faire des efforts sur la qualité de leurs productions, de monter en gamme, de réaliser des plans de filière que nous allons les priver de ce qui leur permet justement de réaliser ces efforts et de contribuer à cette montée en gamme que nous appelons de nos vœux. Et puis j'ai rappelé la présentation du mémorandum que nous avons fait ensemble à six, quels étaient les objectifs qui étaient les nôtres : une PAC simplifiée bien évidemment, une PAC qui permette de conserver les filets de sécurité nécessaires pour les agriculteurs et puis une PAC qui ne mette pas en danger la viabilité même des exploitations. Et j'ai tenu à rappeler cela et j'ai été très heureux de pouvoir constater que beaucoup d'Etats-membres, donc vingt aujourd'hui, portaient la même exigence que nous, étaient sur cette même ligne et je m'en réjouis. Maintenant nous allons continuer à travailler. Il y a d'autres rencontres que nous allons avoir. J'ai eu l'occasion aujourd'hui d'ailleurs de rencontrer mon nouvel homologue espagnol et c'était important de bien travailler avec lui et de constater que le gouvernement espagnol était toujours sur cette même ligne. J'ai eu l'occasion de saluer mon nouveau collègue italien aussi. Et donc nous cheminons, nous travaillons et j'espère que nous aurons suffisamment de force et de poids pour inverser la situation.

Q - Pourquoi le ministre italien n'a pas apporté son soutien à ce stade ?

R - C'est sa première réunion. Il nous a dit que sur la PAC, il défendait bien évidemment un budget fort, ambitieux parce que eux aussi sont soumis à des contraintes fortes. Mais il faut lui laisser aussi le temps de pouvoir travailler et de regarder les choses plus en avant. Mais là aussi, nous allons continuer à travailler. Nous avons du temps, un peu, devant nous pour nous permettre d'arrimer à nous un maximum d'Etats-membres. En tout cas c'est le travail que je mène et que je souhaite porter, porte depuis plusieurs semaines, et que je vais continuer à porter durant tout l'été.

Q - Sur la pêche électrique, le sujet a été évoqué aujourd'hui, quel est le message que vous avez fait passer ?

R - J'ai rappelé la position française qui est très simple, qui est de dire que nous n'étions pas favorables à la pêche électrique. Je m'appuie d'abord sur le vote du Parlement européen. Et puis j'ai quelque part un mandat aussi du parlement français, l'Assemblée nationale qui avait voté une PPRE, une proposition de résolution européenne, qui tend à interdire la pêche électrique et qui avait été votée à l'unanimité. Il y a un trilogue qui est en cours. Les discussions continuent mais j'ai rappelé de manière claire et simple quelle était la position française.

Q - Vous avez des soutiens au sein du Conseil ?

R - Des soutiens, oui, il peut y en avoir quelques-uns, mais ce n'est pas aujourd'hui que les choses sont apparues de cette manière-là. En tout cas, il était important que la France puisse dire ce qu'il en était concernant la pêche électrique et effectivement, il y avait quelques mouvements sur quelques ports français, quelques ports belges, pour rappeler leur détermination à ce sujet. Donc j'ai rappelé quelle était la position française sur ce sujet. C'était normal que je le fasse"../.